

# France: Les questions politiques soulevées par l'élection présidentielle

Par Alex Lantier, 25 avril 2012

Le premier tour des élections présidentielles françaises de dimanche a clairement mis en évidence la crise politique qui existe en France et partout en Europe ainsi que les immenses dangers auxquels est confrontée la classe ouvrière. Le principal bénéficiaire politique des quatre années de crise économique mondiale, de guerre impérialiste au Moyen-Orient et d'effondrement des budgets de l'Etat a été le Front national (FN) néofasciste de Marine Le Pen.

Le FN a recueilli 18 pour cent des voix, son plus fort score jamais obtenu, arrivant en troisième position derrière les deux candidats, François Hollande du Parti socialiste (PS) et le président conservateur sortant, Nicolas Sarkozy, qui s'affronteront au second tour du scrutin le 6 mai.

Les élections ont révélé l'énorme mécontentement populaire provoqué par la politique d'austérité pratiquée par le gouvernement de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). Toutefois, ce mécontentement est incapable de trouver une expression progressiste parce que tout mouvement indépendant de gauche de la classe ouvrière est bloqué par le PS, la bureaucratie syndicale et les partis petits bourgeois pseudo-gauches qui ressassent des discours radicaux tout en restant attachés aux principaux partis bourgeois.

Dans ces conditions, les forces les plus réactionnaires de l'*establishment* politique sont en mesure de se présenter comme étant « anti-*establishment* » et « anti-austérité » et de canaliser la colère populaire vers le racisme anti-immigrants et anti-musulman et le nationalisme français fanatique. Le tournant droitier de la « gauche » officielle et de ses alliés soi-disant d'« extrême gauche » a permis au FN de sortir ragailardi de la crise.

Le second tour des élections entre le PS et l'UMP ne propose rien à la classe ouvrière. Le PS et les diverses tendances droitières qui forment l'UMP ont assuré l'alternance au poste de président et de premier ministre pendant 43 ans, depuis que Charles de Gaulle

a démissionné de ses fonctions de président de la République après la grève générale de 1968. La tâche cruciale à laquelle est confrontée la classe ouvrière en France est celle de développer un mouvement politique indépendant contre le prochain président, qu'il s'agisse de Sarkozy ou de Hollande, et contre le capitalisme européen.

Mis à part le nom, il n'y a rien de socialiste dans le PS. Transformé après sa fondation en 1969, en un instrument électoral pour le politicien François Mitterrand, l'ancien collaborateur du régime de Vichy, le PS a associé une couche de fonctionnaires bourgeois et des membres des partis petits-bourgeois de « gauche ». Parmi ceux-ci on compte des figures tel Lionel Jospin, membre de l'Organisation communiste internationaliste ex-trotskyiste (OCI) qui fut au service de Mitterrand puis occupa ensuite les fonctions de premier ministre de 1997 à 2002.

Sous la pression des déficits budgétaires grandissants et de la fuite des capitaux organisée par les banques, Mitterrand qui, dans une situation de radicalisation de la classe ouvrière, avait été élu en 1981 sur la base d'une alliance avec le Parti communiste français (PCF) stalinien, abandonna rapidement son programme de réforme. Il entama ensuite son « tournant de la rigueur » - une décision impitoyable pour démanteler les industries non compétitives telles les industries sidérurgique et minière qui dans les années 1970 avaient été les bastions du radicalisme de la classe ouvrière.

Cherchant à diviser le score en hausse de la droite, Mitterrand contribua à gonfler le profil médiatique du FN. Le parti néofasciste sortit de l'ombre, bénéficiant des attaques perpétrées contre la classe ouvrière par la « gauche » bourgeoise et les trahisons répétées des luttes ouvrières par la bureaucratie syndicale aidée par les alliés petits-bourgeois de « gauche » de la bureaucratie.

Le gouvernement Jospin (1997-2002) vint au pouvoir après la grève des cheminots de 1995 contre la

réduction des retraites et avait forcé le gouvernement d'Alain Juppé à démissionner. Les attaques de Jospin contre les programmes sociaux et le niveau de vie de la classe ouvrière jetèrent les bases pour le plus gros score jamais réalisé par le FN lors d'une élection présidentielle avant les résultats de dimanche dernier. Lors de l'élection actuelle, Hollande a fait référence à la politique de privatisation de Jospin lorsqu'il a rassuré les banques que le PS n'avait rien à voir avec le socialisme. « Aujourd'hui, il n'y a plus de communistes en France, » a-t-il dit. « La gauche...[a] libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a plus de craintes à avoir. »

En 2002, le candidat du FN à la présidentielle, Jean-Marie Le Pen, avait évincé de justesse au premier tour l'impopulaire Jospin en accédant au second tour de l'élection présidentielle contre le président gaulliste sortant, Jacques Chirac. Bien qu'ils aient recueilli des millions de voix et obtenu un total de 11 pour cent pour en se présentant eux-mêmes comme des partis socialistes radicaux, les groupes petits-bourgeois de « gauche » - la LCR (prédécesseur du Nouveau Parti anticapitaliste), Lutte Ouvrière et le Parti des Travailleurs (successeur de l'OCI) - ne cherchèrent pas à mobiliser la classe ouvrière contre une élection qui était largement considérée comme illégitime. Ils préférèrent opérer comme des groupes de pression contre la bourgeoisie en se rangeant derrière Chirac et en appelant à la défense de la République française bourgeoisie contre Le Pen.

Le Comité international de la Quatrième Internationale (CIQI) lança un appel en faveur d'un boycott actif des élections présidentielles comme moyen de développer un mouvement politique indépendant de la classe ouvrière contre les coupes sociales que Chirac entreprendrait. L'ensemble des trois groupes petits-bourgeois de « gauche » rejeta l'appel du CIQI. Et, comme avait prévenu le CIQI, leur politique de capitulation consistant à rester à la traîne des principaux partis bourgeois, loin de bloquer le FN ne fit que le renforcer, en permettant ainsi aux néofascistes de se présenter comme l'unique tendance d'opposition.

Armés de ce soutien de la « gauche » petite-bourgeoise, Chirac, puis Sarkozy ont continué à appliquer les mesures d'austérité. La résistance de la classe ouvrière a été sabordée à maintes reprises par la bureaucratie syndicale dont la trahison a été masquée et facilitée par les organisations pseudo-gauches. Ces mêmes groupes (ou les organisations qui ont pris la

relève) ont soutenu les attaques contre les immigrants et les Musulmans, telles l'interdiction du port du foulard et de la burqa. Ils ont appuyé l'année dernière le bombardement de la Libye par la France et ils soutiennent à l'heure actuelle son intervention impérialiste contre la Syrie.

Dans cette élection dominée par une grave crise sociale, la « gauche » petite-bourgeoise n'a rien eu d'autre à proposer à la classe ouvrière que la démagogie du candidat du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon. Sa « révolution 'citoyenne' » - qu'il définit comme ancrée dans les protestations syndicales mais qui « se déclenche et se mène par les urnes » en reflétant « l'intérêt général » de la nation - combine l'hostilité à l'égard d'une lutte révolutionnaire pour le pouvoir de la classe ouvrière avec le nationalisme réactionnaire français. Mélenchon pousse ce fait au point de souscrire dans ses écrits à un programme expansionniste français en Belgique et qui vise l'Allemagne.

La « gauche » petite-bourgeoise - issue en grande partie des couches privilégiées hostiles à la classe ouvrière, y compris les bureaucraties d'Etat et syndicales - oeuvre ainsi à embrouiller les lignes entre le socialisme et la droite, voire même les tendances fascisantes. Maintenant, avec le choix entre Sarkozy et Hollande au second tour, elle soutient le candidat PS, cédant un peu plus encore le rôle d'opposition à Le Pen qui se présente comme critique du statu quo et qui est susceptible d'appeler à voter blanc.

Cette situation pose de graves dangers à la classe ouvrière. En France - tout comme en Grèce, en Espagne, en Italie et dans d'autres pays ciblés par les attaques historiques sans pouvoir se défendre au moyen des organisations politiques existantes. La question cruciale en France et de par l'Europe est la construction d'un parti révolutionnaire - c'est-à-dire un parti trotskyste et une section du CIQI - sans lesquels la politique réactionnaire des sociaux-démocrates et de la « gauche » petite-bourgeoise aura pour la classe ouvrière comme conséquence de mener à de nouvelles défaites et à un nouvel essor du mouvement néofasciste.

Le CIQI rejette avec mépris l'argument qu'un vote pour Hollande est indispensable pour vaincre la droite. L'on peut prédire avec assurance que si Hollande arrive au pouvoir, il fournira aux néofascistes français encore davantage de munitions politiques.

**©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org>**

**La publication socialiste sur internet la plus lue**

**Pour contacter : [wsws.iees@gmail.com](mailto:wsws.iees@gmail.com)**